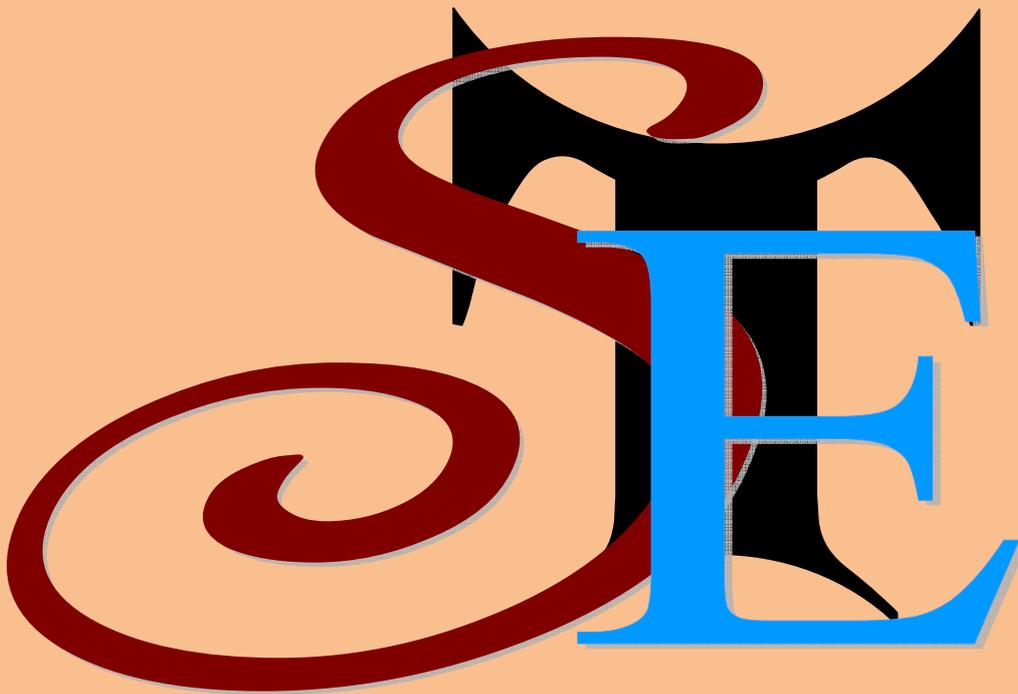




INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

**REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION**



Décembre 2016 N° 006

**INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET
PROFESSIONNEL**

CENTRE DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION

**REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION**

Directeur de Publication : Dr BERTE Zakaria, IPNETP

Secrétaire de Publication : Dr KONE Koko Siaka, IPNETP

Directeur Scientifique : Pr Kanvally FADIGA, ENS

Membres du comité scientifique

Pr BAHA Bi YOUZAN D.: Université de Cocody Abidjan

Pr KOUADIO Bénié Marcel: Université de Cocody Abidjan

Pr SANGARE Moustapha Karam.....: INPHB, Yamoussoukro

Pr GBONGUE Jean-Baptiste: IPNETP, Abidjan

Dr BERTE Zakaria: IPNETP, Abidjan

TABLE DES MATIERES

I - Editorial	7
Zakaria BERTE	
II – Pratiques de gestion des dirigeants d’école d’enseignement secondaire en Côte d’Ivoire	
AYE Marie Florentine Ahou.....	9
III – Le français dans l’enseignement supérieur technique et professionnel : quel sens et quelles propositions pour un enseignement adapté ?	
Konan Jean-Claude David KOUADIO	37
IV – L’africanité dans le roman négro-africain : l’exemple de La carte d’identité de Jean Marie ADIAFFI	
TOLA TIEGNON Gabriel	53
V – Jeunes et insertion professionnelle en Côte d’Ivoire : la formation professionnelle à l’épreuve des pratiques d’insertion	
KONE Koko Siaka, KOFFI Kouakou Adjéi & EHUI Prisca Justine.....	75
VI – Politiques publiques et contraintes à l’accès au financement institutionnel des jeunes porteurs de projets	
TOH Alain & ALLO Guy Elvis.....	111
VII – Stratégies de décentralisation du Conseil général de Grand-Bassam à Bongo et Larabia	
HIEN Lewa & ATSE Achi Amedée-Pierre	135
VIII – Le regard sociologique sur les ambiguïtés de la participation des consommateurs à la construction de pression consumériste dans le district d’Abidjan	
N’GUESSAN N’Goran Olivier.....	159
IX – Fait migratoire et production de l’ethnicité : cas du fonctionnement des rapports sociaux interethniques entre Lobi et Koulango dans le département de Bouna (Côte d’Ivoire)	
YOUL Félix	177
X – Propositions d’options pédagogiques pour un cycle préparatoire au Certificat d’Aptitude Professionnelle (CAP) en Côte d’Ivoire	
BERTE Zakaria.....	195

**FAIT MIGRATOIRE ET PRODUCTION DE L'ETHNICITE : CAS
DU FONCTIONNEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX
INTERETHNIQUES ENTRE LOBI ET KOULANGO DANS LE
DEPARTEMENT DE BOUNA (*Côte d'Ivoire*)**

YOUL Félix

Enseignant-chercheur

Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan

UFR Sciences de l'Homme et de la Société

Département de Sociologie

Courriel : yfelix2002@yahoo.fr

Résumé

Sur la base d'une enquête, à la fois quantitative et qualitative, l'article questionne le mode de fonctionnement des rapports sociaux interethniques entre immigrants lobi et Koulango dans le Département de Bouna. L'objectif du texte est de repérer les mécanismes de reproduction de la conflictualité entre les communautés lobi et koulango dans le département de Bouna. Une constante se dégage, à savoir celle d'une différenciation sociale, culturelle, symbolique, économique, politique et identitaire plus ou moins accentuée allant parfois jusqu'à la mise à l'écart de l'autre. La différenciation est perceptible au niveau de la structuration de l'espace, des pratiques religieuses, des échanges matrimoniaux, du choix des pairs, des pratiques religieuses, mais aussi au niveau de la gouvernance politique locale et de l'accès à la propriété foncière. Cette ethnicisation des rapports est à la base du maintien des rapports conflictuels entre Lobi et Koulango.

Mot clé : Ethnicisation, domination sociale, différenciation sociale.

Abstract:

Based on a survey, both quantitative and qualitative, this article examines the mode of interethnic social relations between immigrants Lobi and Koulango in the District of Bouna in the northern Côte d'Ivoire. This article

aims to identify the reproductive mechanisms of conflict between the Lobi and Koulango communities in the district of Bouna. This study shows less or more marked social, cultural, symbolic, economic, and political and ethnic differences between the both communities, sometimes going so far to the rejection of the otherness. Differences are noticeable in the structuring of space, binders practices, marital exchanges, selection of peers, religious practices, but also at the local political governance and access to land. These ethnic relations are the basis of the maintaining of the conflictual relationship between Lobi and Koulango.

Keywords : Ethnicisation, social domination, social differences.

Introduction

Bouna, dont les origines remontent au XV^e siècle¹, fait partir des premières villes ivoiriennes. Point de convergence d'une multitude de groupes sociaux, la région de Bouna fut le théâtre d'une histoire particulièrement riche et dense, dont la tradition orale et quelques documentations écrites ont gardé quelques brides. Elle fut l'objet d'invasions successives de plusieurs groupes de populations, tout le long des siècles suivants : Goro, Lorhon, Koulango, Lobi et Mande-dyula (Ligbi, Numu, Gbané, Grafuté, Ligbi, Pantara, Camara, Wattara, Cissé, Diabagaté, etc.), pour ne citer que quelques groupes.

Dans cette succession d'immigrants au cours des siècles, les nouveaux arrivants, à l'exception des Lobi, parviennent à se faire une place, à posséder une identité fusionnelle avec leur milieu d'adoption et à se stabiliser dans l'espace. Arrivées dans la sous-préfecture de Bouna, par vagues successives depuis la fin du 18^e siècle, les communautés lobi n'ont pas pu créer dans cet espace une tradition d'occupation continue.

Tout comme les autres communautés installées dans la région avant elles, les Lobi, dans leurs mouvements migratoires dans le nord-est ivoirien, ont trouvé sur place les Koulango qui leur ont concédé une partie de leur patrimoine foncier. Culturellement ces deux communautés sont très proches étant donné qu'elles sont, non seulement, du même air culturel voltaïque,

¹Y. Person, 1964, p. 332.

mais également, appartiennent à une civilisation agraire, guerrière et "païennes". Ces deux communautés se connaissent depuis des lustres. HENRI LABOURET, mentionne, à juste titre, qu' « *A une époque reculée, les Koulangoavaient pour voisins dans la région de Gaoua les Gan, puis les Téguessié, et plus tard, les Lobi et les Birifor*² ».

Bien que culturellement proches, les communautés koulango et lobi entretiennent des rapports potentiellement conflictuels. Ces rapports sont tributaires des antécédents socio-historiques ayant marqué les imaginaires ethniques. Aujourd'hui encore, le quotidien des Lobi et Koulango, qui partagent le même espace géographique depuis plusieurs siècles, continue d'être ponctué par des différenciations sociale, identitaire, symbolique, culturelle, économique et politique.

L'implantation des Lobi dans la région du Bunkani n'a pas induit un brassage culturel et créé des conditions d'échanges interethniques. Ces communautés entretiennent des rapports conflictuels, contrairement à la négociation qui aurait été favorable au brassage des populations. Les Lobi et Koulango n'ont pu négocier l'échange de comportements, des emprunts qui, aux plans linguistique, culturel, politique et idéologique, auraient abouti à des rapprochements, à des ressemblances, voire à une véritable fusion.

Ces deux sociétés vivent dans le même espace tout en adoptant une stratégie d'évitement. Cette coprésence sur le même espace géographique aurait permis à ces communautés de perdre, tout au moins en partie, leurs traits particuliers, l'homogénéité et la cohésion dont elles bénéficient grâce à leur isolement. Du coup les barrières qui les séparent se sont maintenues et même renforcées avec le temps. Depuis longtemps, elles semblent ne pas comprendre que leurs intérêts bien compris passent par leur bonne entente, par leur interdépendance. La distance sociale, cet imaginaire ethnique, produit de puissants effets identitaires et contribue au maintien de la conflictualité entre Lobi et Koulango.

² Henri Labouret, 1931, *les Tribut du rameau Lobi*, Paris, Institut d'Ethnologie, p.22.

Le présent article questionne les modalités de la reproduction de la conflictualité entre ces deux principales entités ethniques de la région du Bunkani.

Méthodologie

L'article s'appuie sur une enquête réalisée principalement lors des travaux de thèse unique de doctorat auprès des acteurs sociaux du département de Bouna. Il s'agit des acteurs venant des différentes catégories sociales qui sont en interaction depuis plusieurs décennies.

Le choix de ces acteurs a été motivé par le souci d'observer et de travailler sur des processus sociaux suffisamment fractionnés sous au moins deux niveaux : i) du point de vue de la production actuelle des rapports sociaux. ii) du point de vue des processus de construction des identités individuelle et/ou collective.

L'étude a utilisé de multiples sources de données : entrevues individuelles formelles et informelles, entrevue de groupe, étude de la documentation et des archives. De surcroît, puisque l'approche générale de la recherche nécessite une appréhension fine du contexte et des interactions individuelles et collectives entre les acteurs sociaux, il a été indispensable que nous fassions une longue immersion dans le milieu et que nous procédions à l'observation de ce dernier.

Nous nous sommes ainsi insérés dans l'arène de notre recherche durant plusieurs années et avons participé aux interactions quotidiennes par l'observation *in situ* en accordant une attention particulière aux relations entre les différents groupes sociaux. Des notes ont été prises selon les démarches habituelles en anthropologie (Emerson et al, 1995).

1. Des interactions conflictuelles entre Lobi et Koulango

Les enquêtes ont permis de constater que le fonctionnement des rapports interethniques entre Lobi et Koulango ne sont pas sans heurts. En effet 92,31% des enquêtés Koulango ont déclaré l'existence de conflits fréquents avec leurs "étrangers" lobi. L'opinion de ces derniers sur cette question

n'est que sensiblement différente. 82, 75% d'entre eux reconnaissent effectivement entretenir des rapports conflictuels avec leurs hôtes Koulango. Face à ce qui précède, il est significatif de préciser que les éléments qui alimentent ce rapport conflictuel sont d'ordre divers. Le tableau ci-dessous permet d'appréhender la diversité de ces éléments structurants.

Les éléments sociaux qui structurent les rapports conflictuels

Les éléments sociaux	Effectifs	VR (%)
Utilisation anarchique des terres	52	48,15%
Non-respect des lieux sacrés ou interdits	25	23,14%
vol	8	7,40%
Non-respect de l'autorité	17	15,74%
Non-participation aux projets communautaires	6	5,57%

Source : données de l'enquête

Le tableau permet de constater que l'utilisation anarchique des terres, le non-respect des lieux sacrés du milieu d'accueil et de l'autorité par les "étrangers" lobi sont les éléments sociaux saillants qui concourent à modifier les modalités de production des rapports sociaux interethniques dans la région de Bouna. Poussé à l'extrême, l'analyse du tableau laisse entrevoir que l'occupation anarchique des terres (48,15%) est l'élément dominant qui concourt à altérer les relations entre les deux communautés lobi et Koulango. Cela s'explique par la raréfaction des terres cultivables dans la région. Au regard des faits et observations, les lobi pratiquent une agriculture dévoreuse d'espace, et cela pour deux raisons :

Premièrement, dans l'imaginaire des Lobi le premier exploitant, sur front pionnier, possède des droits de culture sur toutes les terres qu'il a défrichées et cultivées. Un propriétaire de terre disposant des terres non utilisées ne peut pas refuser d'en céder gratuitement à un tiers qui lui fait la demande.

Prudent et soucieux de préserver son avenir, le Lobi, estimant qu'une telle situation d'abondance ne durera pas, cherche à s'approprier le maximum de terres, en défrichant, autant que ses forces le lui permettent des étendues de brousses. C'est à travers l'étendu des espaces cultivables que le lobi est arrivé à dominer et à maîtriser le jeu économique de la localité. Pour ne prendre que l'exemple de *Téfredouo*, une bourgade de la commune de

Bouna ou le clan "Da" qui se trouve ne pas être à l'origine de la création du village, mais contrôle aujourd'hui les 2/3 des terres et donc est devenu plus puissant économiquement que les autochtones.

Cette domination économique confère aux allogènes lobi des comportements de "zèle" ce qui les conduit au non-respect des lieux sacrés et de l'autorité car "*nous avons tous les mêmes droits*" disent-ils.

La deuxième raison est liée à l'entrée des Lobi dans une économie de marché dont l'une des caractéristiques est la recherche de profits. Comme le souligne Savonnet (1986), jusqu'en 1960, les Lobi sont toujours plongés dans une économie de subsistance qui se caractérise par la nécessité de pourvoir aux besoins alimentaires du groupe du groupe mais aussi à sa pérennité, par l'élaboration d'alliance matrimoniales.

Mais dès 1970 va s'ajouter, à ces deux impératifs traditionnels, la recherche du profit. Aussi la culture de l'igname va-t-elle s'intensifier, passant du statut domestique au statut marchand. Cela va pousser les lobi à errer à la recherche de nouvelles terres cultivables.

Cette course va concourir à raccourcir les jachères et expose ainsi le milieu à des risques de dégradation accrue. Du fait de leur pauvreté, les sols du département ne peuvent supporter de façon continue la culture de plantes vivrières et tout singulièrement l'igname. C'est ce qui explique à la fois l'itinérance des chefs d'exploitation et la longueur des jachères qui pouvaient autrefois, durer 4 à 20 ans.

Pour les autochtone Koulango cette attitude des Lobi qui ne pensent qu'à tirer profit n'est pas acceptable. Cette idéologie ne peut que distendre davantage les liens entre ces deux communautés et occasionne des conflits qui vont même jusqu'à la mise à l'écart de l'autre. Le non-respect des lieux sacrés a été évoqué par les enquêtés (23,14%) comme un élément qui favorise la production des rapports conflictuels entre les deux communautés. En effet, il est reproché aux allogènes lobi de ne pas respecter le jour du vendredi où il est interdit dans le village toute activité agricole.

2. La domination des Koulango dans les champs socio-politiques

On observe dans les villages des modalités singulières de production de l'altérité sociale sur la base de processus de différenciation sociale, politique, culturelle et symboliques. Sur le plan démographique, les Lobi constituent la composante ethnique la plus importante dans la région du Bunkani. Ils sont également les principaux acteurs économiques de la région. C'est dans un tel contexte que se fabrique la différenciation sociale.

a. La gouvernance politique : une affaire de Koulango

Sur le plan politique, la différenciation se manifeste par un dépouillement des Lobi du pouvoir politique, notamment dans les villages, leur mise à l'écart de la chefferie villageoise et leur non-participation à la prise de décision politique dans les villages.

A la question de savoir si les communautés lobi sont associées aux différents conseils de village ou de décisions d'importance avérée de la chefferie centrale de Bouna, l'étude n'a pas pu enregistrer de réponse affirmative. En effet, dans aucune des chefferies traditionnelles provinciales, encore moins dans celle de Bouna, ne figure un lobi parmi les notables ou les conseillers³. Ils sont toujours mis à l'écart des décisions importantes engageant tout le village ou la province. Cette mise à l'écart est une stratégie produite et entretenue par les autochtones Koulango pour assurer la domination politique afin de ne pas sortir perdant du conflit qui les oppose depuis longtemps au Lobi sur leur propre territoire. Car économiquement et démographiquement, les Lobi semblent emporter sur les autochtones Koulango.

³Contrairement à ce qui se passe dans nombre de sociétés, des témoignages écrits datant dans la période précoloniale soulignent la présence, auprès du roi de Bouna, de notable autres que Koulango ; en l'occurrence des dioula. C'est ainsi, que lorsque le lieutenant Ferguson arrive Bouna à la fin du mois de mars 1984 pour établir « un traité d'amitié et de commerce » entre SM la reine d'Angleterre et le roi de Bouna, la liste des dignitaires du royaume cités par Ferguson dans son rapport de mission comme étant présents au premier « palabre » comprend huit notables dioula, sur seize personnes nommées, le cinquième nommé après le roi et les chefs des trois principales provinces étant l'Imam

Toutefois, les motifs motivés par les Koulango montrent bien que le pouvoir est leur chasse gardée, la ressource par laquelle ils arrivent à s'affirmer et à contourner la domination économique des Lobi et donc ne peut être partagé avec d'autres communautés, encore moins avec les Lobi. Ces affirmations sont confortées par les propos des enquêtés en ces termes : « *ce sont nos étrangers, ils ne doivent pas faire partie du conseil du village* », « *ces postes sont uniquement réservés à la communauté Koulango qui détient le trône de la royauté* »...etc. ils n'ont donc pas droit à la chefferie.

Certes, les lobi ont à leur tête des chefs ou des représentants. Mais si ces chefs sont souvent associés (et à dessein) à certaines réunions de la chefferie centrale, ils sont confinés dans un rôle de relais de l'information auprès de leur compatriotes. Dans la plupart des cas ces informations portent sur des levées de cotisations ou différentes contributions pour la réalisation d'activités d'utilité publique (construction d'école, entretiens des pompes villageois...). Ce fonctionnement du pouvoir politique du village vise à montrer, si besoin en était, une différenciation entre ces deux communautés et ainsi à définir le Lobi comme un "étranger" "l'autre" et donc comme "dominé".

En effet, dans l'imaginaire du Koulango, le Lobi est et demeure un "étranger". Sa présence permet dès lors à l'aristocratie Koulango de résoudre le difficile dilemme de sa subsistance ou de celle des communautés de la région : elle a besoin du Lobi à cause de sa force productive, mais elle se méfie en même temps des effets délétères qu'il pourrait produire au sein de la communauté.

En fait, les Lobi eu égard à leur domination démographique sont arrivés à ravir l'essentiel des postes électifs aux Koulango. Dans ce contexte difficile, la terre devient du coup un enjeu politique. Le refus d'accorder aux Lobi l'accès à la propriété de la terre et de cultiver les produits de leur choix, n'a qu'un objectif : leur marginalisation, leur mise à l'écart et par ricochet maintenir ou renforcer le pouvoir politique de l'autochtone Koulango.

b. La terre, un attribut du pouvoir politique Koulango

L'analyse du statut de la terre et des types de culture autorisées au lobi ont permis de constater que la terre constitue une ressource de renforcement du pouvoir politique et de magnification de l'autochtonie Koulango. En effet, les cultures pérennes sont interdites aux Lobi, ces derniers ne peuvent cultiver que les cultures vivrières et/ou maraichères.

L'édification même des villages lobi du département de Bouna suit un même processus politique. Tout migrant qui veut fonder un campement ou un village adresse une requête au chef du village auquel est rattachée la localité identifiée. La demande est formulée en ces termes ; « *je sollicite une portion de terre pour m'y établir avec ma famille et cultiver de quoi subvenir à nos besoins* ». Celui-ci exige généralement un tribut en nature et en argent dont les montants sont variables suivants les localités et bien évidemment selon les époques. A titre d'exemple, citons les cas des chefs des villages de Louguiledouo et de Teguiridouo.

Le premier reconnaît avoir donné comme tribut au chef de Koulango de Koflande les présents suivants : un cabri, une poule, un coq, une somme de 2500 FCFA et du *tchapalo*. Le seconde estime qu'il a donné, un bœuf, un cabri, une poule, un coq, la somme de 15000 F CFA et du *tchapalo*. C'est après s'être acquittés de ces présents qu'il leur a été attribué le *dithil*, mais le chef de terre prend soin de délimiter avec précision la portion de territoire cédée. Il est bien entendu que ni lui, ni les futurs immigrés qui ne tareront pas à le rejoindre, ne pourront déborder ces limites sans autorisation préalable du chef Koulango. Et tous les membres de son village vont cultiver les mêmes terres aussi longtemps qu'ils résideront dans ce village.

Si le Lobi trouve toujours auprès de son hôte Koulango une certaine compréhension qui se traduit par une espèce d'entente lui permettant d'occuper des terres non seulement pour s'installer, mais aussi et surtout pour produire ce qu'il faut pour sa subsistance, la cession n'est jamais totale ; s'il a l'usufruit entier, il n'en est pas pour autant le propriétaire. Encore faut-il préciser que le Koulango qui donne la terre continue d'y détenir d'autres prérogatives sur tout ce qui fait partir de son territoire (cours d'eau, gibier, arbres, etc.). Ainsi, les biens de la terre lui sont remis.

Mais les redevances données par les Lobi aux Koulango ne se limitent pas seulement au domaine de la pêche et de la chasse. Chaque année, au début de la saison sèche, une sorte de dîme est demandée aux Lobi à l'occasion de la fête koulango « borgho ». Celle-ci ne s'insère en aucune façon dans l'univers rituel des Lobi qui l'associent aux diverses prestations devant être données au *sakosié* par l'intermédiaire du chef de village : un poulet et un panier de mil par chef de ménage ; du beurre de karité d'une valeur de 25 à 50 F CFA de la part de chacune des épouses. C'est donc une occupation temporaire ; et la nature des activités économiques autorisées vient renforcer ce caractère temporaire.

Il est, en effet, interdit de cultiver des cultures pérennes dont l'anacarde. N'y sont autorisées que les cultures vivrières (ignames, mil, sorgho, légumes, etc.). L'introduction de cette culture dans la région n'a fait que raviver des conflits violents entre Koulango et Lobi. Dans les villages mixtes, notamment BANIA, KOFLANDE, ASSOUM I, les populations koulango procèdent régulièrement à la destruction et ou à l'incendie des plantations d'anacarde appartenant aux Lobi ; et ce, même lorsque ces cultures sont pratiquées sur des terres autorisées.

Selon les Lobi, la destruction des plantations ou leur incendie n'ont lieu, généralement, que les jours de "repos", c'est-à-dire les vendredis⁴. Profitant de l'absence des propriétaires, les jeunes koulango pillent certaines plantations avant d'y mettre le feu. *« C'est donc, dit le chef de la communauté lobi d'Assoum I, pour veiller sur les travaux que nombre de Lobi n'observent plus normalement l'interdit d'aller au champ les jours fériés institués par les Koulango ».*

⁴Ces jours sont considérés par la chefferie traditionnelle koulango comme sacrés ; donc personne ne doit se rendre au champ ou cultiver ces jours

3. Le marquage spatial et construction des identités collectives

a. La structuration de l'habitat

L'étude révèle que plus des $\frac{3}{4}$ des Koulango habitent des quartiers essentiellement peuplés de personnes appartenant à la même ethnie qu'eux, contre seulement le $\frac{1}{4}$ qui cohabitent avec des Lobi. Ces derniers, quant à eux, s'emploient à se regrouper ou se regroupent dans l'espace. En effet, seulement 7% des Lobi interviewés cohabitent avec les Koulango dans le même quartier. Environ 93 % préfèrent habiter avec des gens avec lesquels ils partagent la même origine ethnique.

A Bouna tout comme dans les villages mixtes où ont été menées les enquêtes, l'on observe partout une répartition spatiale ethnicisée des résidences. La quasi-totalité des populations lobi de Bouna se concentre dans la banlieue de la ville appelée *Gboronkièra* pendant que les Koulango se retrouvent concentrés à Bouna-centre. Les quelques rares Lobi et Koulango qui cohabitent dans le même espace résidentiel, se rencontrent, essentiellement à *Dassikélé Dougou*, l'un des neuf quartiers que compte la ville de Bouna.

Le marquage ethno-spatial entre Koulango et Lobi est encore plus net dans les villages. Dans le village de Bania, par exemple l'observation montre que les habitations des Lobi sont distantes de celles de leurs hôtes de plus de deux kilomètres. Ainsi, à Bouna et dans la plupart des villages mixtes, les Lobi sont toujours installés à la périphérie de ces localités. Les raisons sont plurielles.

Les Koulango avancent plusieurs raisons. Certaines sont liées aux traits culturels des Lobi :

- « *ils refusent de se rapprocher des autres* » ;
- « *ils ont trop de totems* » ;
- « *les Lobi sont un peuple renfermé qui vit en autarcie* ».

D'autres sont liées au type d'activités ou encore à la différence des normes culturelles entre les deux communautés :

- « à cause de l'élevage qu'ils pratiquent, ils veulent éviter que leurs animaux fassent des dégâts chez le voisin et créer ainsi des conflits inutiles » ;
- « nous n'avons pas les mêmes coutumes ».

Ainsi on prend prétexte des différences économiques, sociales et culturelles par lesquelles on stigmatise les immigrés, c'est-à-dire d'une inégalité ou d'une discrimination de fait pour instituer une discrimination de droit. Les populations lobi, quant à elles, reprennent en partie certaines raisons avancées par leurs hôtes, notamment celles relatives à l'élevage et les différences culturelles, en insistant sur des problèmes hérités de la période coloniale.

Cette division sociale de l'espace et, de manière plus prononcée encore, la division ethno-sociale, existe tant dans sa dualité matérielle que spirituelle ou idéelle : autant les vivants sont distants, autant le sont les morts. En effet, seulement le $\frac{1}{4}$ des Koulango et des Lobi ont affirmé partager les mêmes lieux de sépulture. Les $\frac{3}{4}$ restants ont indiqué ne pas partager les mêmes lieux d'inhumation de leurs morts.

En croisant cette variable avec celle du lieu de résidence, il ressort que ceux qui ont répondu favorablement à cette interrogation résident, en majorité, à Bouna-ville. Ils enterrent, dans leur grande majorité, leurs morts dans le cimetière municipal. Cela n'exclut pas qu'une infime partie de Lobi continuent d'enterrer, encore, ses morts à la maison. Cette pratique traditionnelle lobi, encore très courante dans les campagnes explique le fort taux de Lobi qui ont répondu ne pas partager le même cimetière que leurs hôtes koulango. Les raisons de la séparation des lieux d'inhumation sont de plusieurs ordres.

Nombre de Koulango évoquent des raisons religieuses. En majorité de religion musulmane, ils soutiennent qu'ils ne peuvent pas partager les mêmes lieux de sépulture que des "païens". Tout comme ces derniers, d'autres Koulango refusent de partager les mêmes lieux d'inhumation des morts que les Lobi à qui ils ont concédé une partie de leur patrimoine

foncier. Ils estiment "non-raisonnable" qu'eux "les maîtres" soient enterrés aux mêmes endroits que leurs "étrangers".

On observe ainsi, que l'ethnicité est, ici, un paramètre structurant les espaces dans la sous-préfecture de Bouna, introduisant l'altérité, la dissymétrie dans l'interaction sociale, bref de la distance entre lobi et koulango. A la fois produit et producteur d'une ethnicisation des rapports sociaux, cette configuration socio-spatiale relève de processus où l'ethnicité est un principe de différenciation et de distanciation, ce qui contribue à l'exacerbation de la dialectique « nous-eux ».

b. Les échanges matrimoniaux

Les unions matrimoniales sont le meilleur indicateur de la nature des relations, du degré d'intégration et de métissage ou de distanciation entre deux communautés qui vivent dans le même espace ; d'où la nécessité d'analyser les mariages interethniques comme forme privilégiée de sociabilité et de fraternité entre Koulango et Lobi.

Comme l'a remarqué Claude Lévi-Strauss, deux sociétés échangent véritablement que lorsqu'elles échangent des femmes. Cette communication interculturelle, intercommunautaire, axée sur la nuptialité ne peut être un facteur de décloisonnement et d'échanges que si elle se situe au niveau de l'exogamie par opposition à l'endogamie. Or dans le cas des populations étudiées dans le cadre de la présente étude, ce type de communication est quasi absent. Si les comportements matrimoniaux entre deux communautés qui vivent dans le même espace géographique est un indice de cohésion sociale, cette étude confirme que les rapports entre Lobi et Koulango peuvent s'apparenter à des rapports conflictuels.

En effet, seulement 02,36 % des Koulango mariés le sont avec des Lobi. Ils préfèrent dans leur grande majorité se marier à un des leurs (90,58 %). Cette situation est plus critique chez les Lobi où l'endogamie (98,02 %) est la plus observée et semble la règle à ne pas transgresser. Les raisons avancées pour expliquer cette situation diffèrent de chaque côté.

Les Koulango mobilisent l'idéologie de la supériorité. Pour conserver la pureté de leur sang, qu'ils considèrent comme noble, ils évitent toute union matrimoniale entre les deux communautés. *"Sentimentalement"*, les Koulango affirment *"ne pas aimer les femmes lobi"*. Les propos du genre *"les femmes lobi aiment tout le monde, mais ce sont les autres qui ne veulent pas les épouser car ils les méprisent"* sont très couramment employés parmi les personnes interrogées.

Pour le Lobi, le mariage entre Koulango et Lobi n'est pas possible car *"les Koulango n'aiment pas le travail"*. Il est donc difficile pour un homme lobi, qui est *"un gros travailleur"*, d'épouser une femme qui ne puisse l'aider comme il le faut dans ses travaux champêtres. L'image du *"Koulango paresseux"* est présente dans tous l'imaginaire collectif lobi.

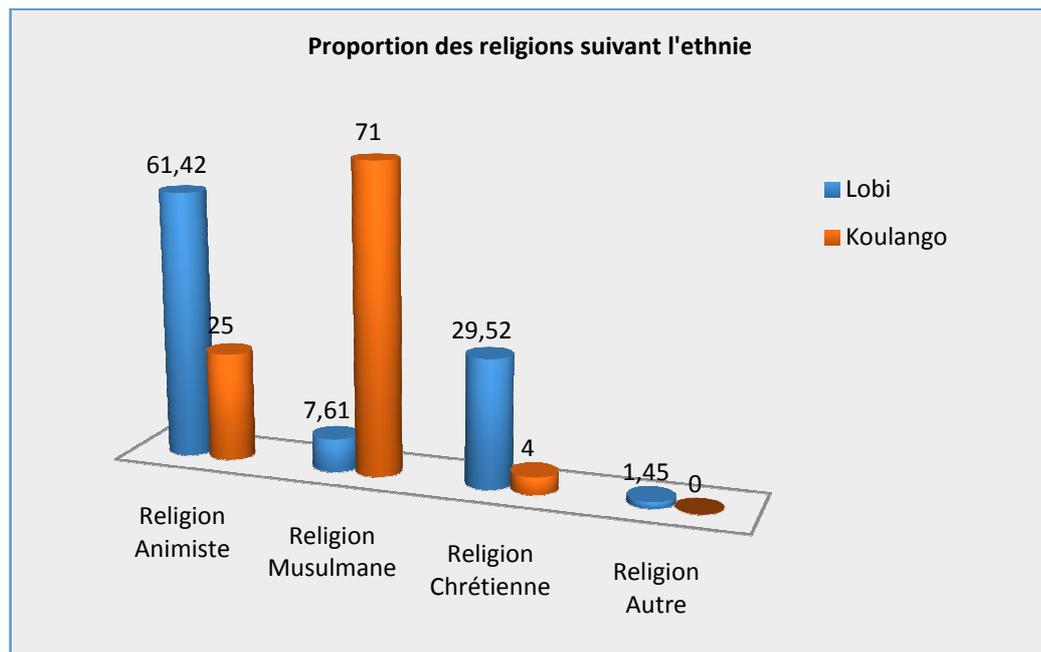
c. Le choix des pairs

La tendance générale est la préférence pour son groupe culturel. En effet, 86,20 % des Lobi préfèrent la compagnie de personnes de la même ethnie qu'eux. 64,96 % des Koulango partagent également cette préférence.

Ainsi le choix des pairs qui se porte essentiellement sur des personnes de la même origine ethnique est un comportement qui tend à se renforcer.

d. Les pratiques religieuses différenciées

Diagramme 1: Répartition des enquêtés suivant la religion pratiquée



Source : données de l'enquête

Ce diagramme indique une certaine différenciation ethnique suivant les pratiques religieuses. En effet, les Lobi sont essentiellement animistes (61,42%) et chrétiens (29,52%) alors que les Koulango sont majoritairement musulmans (71%). C'est seulement le ¼ de cette population qui pratique encore la religion de leurs ancêtres, à savoir l'animisme.

En croisant la religion avec la variable "âge", deux phénomènes apparaissent :

- L'islamisation progressive de la communauté koulango

Majoritairement animistes (61,53%), les Koulango âgés de plus de 60 ans voient leurs plus jeunes confrères se convertir en masse à l'Islam : 62,50%

de ceux dont l'âge varie entre 40 et 60 ans et plus des $\frac{3}{4}$ de ceux âgés de 20 à 40 ans.

-La religion chrétienne qui gagne davantage de jeunes lobi qui trouvent en cette dernière un refuge face aux sortilèges de leurs parents.

Tout comme chez les Koulango, les Lobi âgés de plus de 60 ans continuent de rester fidèles aux pratiques religieuses de leurs ancêtres. Les plus jeunes, quant à eux, sont aujourd'hui nombreux à pratiquer le christianisme. Ceux dont l'âge varie entre 40 et 60 ans sont à 23,66% chrétiens. 34,25% des plus jeunes, c'est-à-dire ceux dont l'âge varie entre 20 et 40 ans sont également des chrétiens.

La remarque principale, ici, c'est que les populations jeunes des deux communautés se convertissent de plus en plus aux religions dites "révélées", mais en suivant des orientations religieuses bien distinctes : musulmane pour les Koulango et chrétienne pour les Lobi ; comme s'ils s'évitaient, maintenant ainsi une certaine distance entre eux.

Discussion des résultats

Il s'agit ici d'un essai d'interprétation de la différenciation sociale entre Lobi et Koulango de la région du Bunkani.

Les Lobi ont conquis, avec le temps, le pouvoir économique. De simples immigrés à la recherche de terres juste pour survenir aux besoins nutritionnels, les Lobi, par leur dynamisme économique, sont devenus « le grenier traditionnel des Etats de Bouna » comme l'ont mentionné les rapports administratifs coloniaux du début du siècle. Alors que l'effectif des Lobi n'était que de quelques centaines dans la ville de Bouna à la fin du XIXe siècle, les Lobi constituent aujourd'hui les principaux acteurs sociaux de la région du Bunkani. Selon le RGHP-1998, la population lobi représentait 79% de l'effectif des deux populations et 60,89% de la population totale de la région du Bunkani. Etant donné qu'ils sont les principaux acteurs économiques de la région et les plus nombreux, les Lobi sont parvenus au fil des décennies à imposer leur langue (*lobiri*), comme langue des transactions commerciales, dépassant le *malinké* ou le *koulango*.

On peut donc émettre l'hypothèse que la tendance à la différenciation observée dans la région sert en réalité à une mise à distance des Lobi vis-à-vis du pouvoir politique local ; le but étant de faire du domaine politique le lieu social de structuration d'une domination (fictive ou symbolique) des Koulango sur les Lobi. Ce repli sur le politique, fondé sur l'idéologie de l'autochtonie, permet notamment aux Koulango de revendiquer la propriété exclusive de la terre, même si en réalité cette propriété contraste avec leur pauvreté matérielle face aux Lobi. Elle leur permet aussi de maintenir l'identité koulango de la région. En d'autres termes, la différenciation sociale et identitaire et sa reproduction dans le temps et dans la région fonctionnent comme une ressource symbolique réinvestie dans les rapports de pouvoir entre les Koulango et les Lobi.

Le refus d'accorder aux Lobi l'accès à la propriété de la terre et de cultiver les produits de leur choix, n'a qu'un objectif : leur marginalisation et par ricochet maintenir le pouvoir traditionnel koulango. L'expansion des Lobi provoque dans les villages hôtes des réflexes de craintes d'abord, de peur et actuellement, de nombreux cas de rejets.

Conclusion

Le présent article avait pour but d'apporter des éléments de réponse aux modes de fonctionnement des rapports sociaux interethniques entre Koulango et Lobi dans le département de Bouna. Il a été repéré à cet effet que les rapports entre Lobi et Koulango sont alimentés par des stratégies de domination qui se traduisent par le processus d'ethnisation ou d'isolement. Face à la domination économique et démographique des immigrés lobi, les Koulango font recours aux champs politiques, à la terre, aux pouvoirs magico-religieux et au sacré pour magnifier leur autochtonie. Au regard des faits et observations, il est significatif de préciser que la production des stratégies de domination par chaque communauté est à la base du maintien des rapports conflictuels entre Lobi et Koulango.

Bibliographie :

Amin Samir (sous la dir.), 1974, *modern migration in western African*, London, Oxford Universitypress.

Aangoulvant .G, 1916, *la pacification de la Côte d'Ivoire, 1908-1915 : méthode et résultat*, Paris, Emile Larose

Akindès. F., 2003, « *le lien social en question dans une Afrique en mutation* » in Josiane Boulad-Ayonb et Luc Bonneville (sous la dir.), *souveraineté en crise*, Québec, l'harmattan et les presses de l'université de Laval, pp. 379-403

Boutillier. J-L., 1969, *Bouna de l'époque précoloniale à aujourd'hui*, Paris, cah.ORSTOM. sér.Sci.hm.vol.VI, N°2.

Charléard .J-L., N'daw.P.S, 1992, *Migration et intensification : la dynamique agraire Lobi de la Z.K.B.*, cahiers des sciences humaines, 28 (2)

Fieloux. M., 1980, *les sentiers de la nuit. Les migrations rurales des Lobi de Haute Volta vers à Côte d'Ivoire*, Paris ORSTOM.

Fieloux. M., 1971, *étude des villages zones pilotes de la kolodio-Bineda*, Abidjan, IES

Hoffmann. O., 1985, *pratique pastorales et dynamique du couvert végétal en pays Lobi (nord-est de la Côte d'ivoire)* paris, ORSTOM

Jean. S., 1975, *les jachères en Afrique tropicale*, Paris, institut d'ethnosociologie

Roch Y. Gnabeli, 2007, « *autochtones et allochtones sédentarisés en milieu rural Ivoirien : processus d'intégration et logique de différenciation* ». Annales de l'université Omar Bongo, n°13.

Sylla ; 2001, *ethnicité et multipartisme, le modèle occidental d'Etat et de démocratie à l'épreuve du tribalisme*.in Kasabyakasa n°1 Abidjan. PUCI,161-185

Zanou. 1992, *les migrations en Côte d'Ivoire in Actes séminaire « perspectives démographique de la Côte d'Ivoire, 1998-2028 ; 20 novembre 1992*, INS, Abidjan

Achévé d'imprimer
sur les presses de l'**IPNETP**

Décembre 2016

ISBN : 2-909426-39-4

EAN : 9782909426396

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION

SOUSSION D'ARTICLES : info@ipnetp.ci